

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-smartphone-a-disposition-des-flics-des-tirs-et-des-morts-loi.html>



Chronique du système policier français : smartphone à disposition des flics, des tirs et des morts, loi séparatismes, braqué pour un feu d'artifice...

Date de mise en ligne : mercredi 5 août 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Été comme hiver, le système policier français déroule mécaniquement sa planification sécuritaire, liberticide, brutale et autoritaire.

Prévenir les éventuelles velléités de révolte, réprimer (y compris en tuant) toute contestation, étouffer les rébellions, récupérer les mécontentements : le chaos, les destructions, les injustices et la tyrannie, systémiques et non accidentels, de cette « société » ne peuvent perdurer que par la force armée et une propagande incessante.

C'est cela, ce chaos permanent, que les régimes anti-démocratiques en place nomment PAIX sociale.

L'attitude robotisée des humains flics annonce et préfigure les robots policiers purement mécaniques, dont font partie les dispositifs numériques de contrôle tels que les passes dits sanitaires.

Après les flics partout, ce sera les dispositifs techno-policiers partout.

¥ PARIS : SAMEDI 7 AOÛT

MÉTRO PONT DE NEUILLY 12H30

Ceux qui se croyaient loin des ségrégations commencent à les sentir. Le pass sanitaire prétend entrer en vigueur le 9 août. Vivre normalement : un flicage permanent...

La marche d'un monde autoritaire se met petit à petit à toucher tout le monde. Et on ressent alors qu'une idéologie tente d'exercer un pouvoir sur chacun de nos corps.

Cet ordre des choses qui s'impose violemment, nombreux sont ceux qui l'ont expérimenté avant.

Ils voudraient certainement dire à ceux qui manifestent maintenant qu'il ne suffira pas de quelques slogans et manifestations pacifiques pour arracher les racines d'un autoritarisme qui s'est déjà répandu partout sur la planète.

Vous avez certainement entendu parler de la loi sécurité globale ou de la loi contre le séparatisme. Deux des dernières lois scélérates récemment combattues et pourtant...

Il n'a également échappé à personne que le seul pays ayant sorti son économie en pôle position de la pandémie est une dictature et que beaucoup d'états comme la France sont en train de prendre modèle dessus. Sur la Chine.

Il serait peut être donc temps de remettre en question cette économie que les états vénèrent religieusement.

Aujourd'hui le pouvoir étend son rôle policier et sa normalisation violente et discriminante sur l'aspect sanitaire de nos vies.

S'il entend désormais nous supprimer des droits selon l'état de notre carnet de santé (renommé pour l'occasion en passeport sanitaire), c'est aussi car il arrive fort de toutes les luttes passées qu'il a gagnées.

Les atteintes sur les gilets jaunes, sur les Zad, sur les migrants, sur le système de santé, sur la nature entière...

Conscients de ses victoires, il est plus que jamais crucial de savoir frapper à la racine de l'autoritarisme. De ne plus faire de concessions aux petits pouvoirs qu'on subit et à ses sommes de verticalités qui s'imposent un peu partout en prétextant d'une efficacité qui se trouve être une loi du plus fort qui nous asphyxie. Cela n'aboutit qu'à des formes d'obscurantisme où un souverain et son système s'imposent à tout le monde. Voyez où nous a menés l'idéologie managériale... Cela n'aboutit qu'à suivre et subir. A la manière d'un Macron qui décide de tout, tout seul et pour tous : un génocide des intelligences humaines

Avec le Covid, l'émancipation des peuples est retombée à un niveau antédiluvien. Jamais nous n'avions autant été obligés de dépendre d'un seul gourou et de son armée de flics pour nous y contraindre en cas de volonté de s'organiser autrement.

Si les gilets jaunes ont réussi à être le plus grand mouvement populaire depuis mai 68, c'est avant tout parce qu'il s'était d'emblée organisé horizontalement, radicalement et un peu partout. Répandant ainsi le débat, l'intelligence tactique et politique entre les mains de quiconque voulait s'occuper du futur à construire. De la terre et d'une société à réparer.

C'est peut être ce génie populaire de vouloir tout remettre en question et d'être prêt à renverser la table qui manque aujourd'hui dans les manifestations anti pass sanitaire.

Aujourd'hui il y a tant à défaire, tant à réparer que c'est sans doute en visant large et fort qu'on pourrait voir le pouvoir se remettre à trembler.

Le pass sanitaire est une attaque sans précédent dans la gestion de nos vies par un état néolibéral. Il est le fruit d'un état assoiffé de rentabilité et prêt à tous les mensonges.

Qui prétend vouloir sauver des vies et qui pourtant détruit le secteur de la santé au bulldozer, matraque ses opposants.

Le pass sanitaire est l'expression au niveau sanitaire de l'état policier qui s'est déjà autoproclamé il y a quelques mois, quand nous étions des millions à manifester contre la loi sécurité globale et séparatisme.

C'est l'ensemble de ces combats qu'il va falloir faire ressurgir si on ne veut pas une fois de plus voir notre liberté piétinée, notre humanité diminuée.

Qu'on se le dise. Une gestion populaire et démocratique de cette pandémie n'aurait pas moins bien marché que le désastre sanitaire et liberticide qu'a produit le pouvoir.

(post de Cerveaux non disponibles)



Chronique du système policier français : smartphone à disposition des flics, des tirs et des morts, loi séparatismes, braqué pour un feu d'artifice... Les smartphones, une mine d'informations pour la police

SMARTPHONES : L'ARME PRECIEUSE DE LA POLICE

► « La police n'a qu'à brancher le téléphone et toutes les données sont extraites pendant la garde à vue »

Aujourd'hui, grâce aux moyens alloués par l'Etat, la quasi-totalité des enquêtes utilisent les données téléphoniques comme éléments à charge, et les smartphones des citoyens sont désormais minutieusement fouillé et régulièrement confisqués par la police pour être expertisés. « Haurus », policier de la DGSI condamné à 7 ans de prison en juillet dernier pour avoir vendu des informations confidentielles, confie dans un livre comment les forces de l'ordre mettent la priorité sur l'analyse des portables et des communications. La mobilisation en cours n'y échappe pas.

A Paris, lors des récentes manifestations contre le PASS Sanitaire, les personnes interpellées avaient leur portable sur elles et se sont vu systématiquement demander leur code PIN. Quelque soit le délit pour lesquels on les suspectait : du simple « groupement en vue de commettre des dégradations » (le délit préféré de la police puisqu'il s'agit d'un délit de suspicion de vouloir commettre un délit !) à la pseudo « violence sur force de l'autorité publique » pour une grenade lacrymogène renvoyée aux pieds des CRS, les portables de chaque personne aux mains de la

police étaient la priorité. SMS, images téléchargées, derniers sites consultés, fond d'écran... Tout bon à prendre et passé au crible par les policiers dès qu'ils arrivent à accéder à l'intérieur de votre téléphone.

Et pour vous forcer à donner votre code PIN, il existe un délit prévu par la loi : désormais quasiment toute personne qui refuse de donner son code PIN à la police est poursuivie. Ça a notamment été le cas pour les personnes dernièrement interpellées à Paris dernièrement, mais cette pratique est désormais de plus en plus répandue. Il suffit de vous suspecter pour « groupement » (ce qui est extrêmement simple pour la police de fabriquer cette suspicion), de vous placer en garde à vue, et ensuite de demander l'accès à votre téléphone. Si vous refusez, vous êtes poursuivi. Alors même que l'interpellation de départ n'avait pas lieu d'être.

Les députés ont en effet ressortis depuis quelques temps, une vieille loi de 2001 concernant à la base le cryptage sophistiqué dans les opérations terroristes, pour la détourner et faire en sorte qu'elle concerne désormais le code privé du smartphone de chaque citoyen ! Et la peine prévue est volontairement sévère : trois ans d'emprisonnement et 270.000 euros d'amende...

Ainsi, StreetPress alertait déjà début 2020 sur un logiciel « kiosque » en passe d'être installé dans tous les commissariats de France d'ici trois ans. « Avec ce kiosque, il suffira de brancher le téléphone et toutes les données seront extraites pendant la garde à vue ». Des programmes développés par l'entreprise israélienne Cellebrite. Vos informations privées n'ont alors plus aucun secret pour la police.

Par ailleurs, lorsque la police décide d'ouvrir une enquête longue ou qu'une instruction judiciaire est ouverte, votre portable peut tout simplement être saisi puis scellé pour être entièrement décrypté. Inutile de préciser qu'il n'est jamais rendu ou alors à la fin de la procédure des mois ou des années après. Toutes ces données, privées, sont précieusement conservées on-ne-sait où et aussi bien évidemment transmises aux renseignements pour lesquels c'est une véritable mine d'or.

Ainsi, les applications cryptées comme Telegram et Signal sont des moyens de communication devenus indispensables pour communiquer en toute sécurité sans l'oeil des forces de l'ordre sur nos conversations. Encore faut-il correctement les utiliser : ces applications permettent aux messages de ne pas être interceptés mais bien évidemment, si la police met la main sur votre téléphone, il y a des gros risques que les enquêteurs réussissent à rentrer dans les applications et ainsi tout lire. Il faut donc systématiquement activer les messages éphémères (signal) ou les secret chat (Telegram) et bannir les captures d'écran ! Pour encore plus de sécurité, il est préférable de verrouiller ces applications avec un code.

Enfin, citons l'utilisation par la police des appareils dits « IMSI Catcher », des fausses antennes relais de la taille de votre box, parfaitement transportable, qui forcent les smartphones à proximité à se connecter dessus au lieu de se connecter sur l'antenne relais de l'opérateur. Un véritable intercepteur qui peut capter toutes vos communications mais surtout, vous identifier très facilement à partir de votre numéro de portable alors que vous pensiez être parfaitement anonymisé. Les IMSI Catcher sont donc souvent employés lors des manifestations pour identifier ses membres.

Vous l'aurez compris : votre smartphone est davantage un outil de contrôle et de surveillance maîtrisé par les autorités qu'un outil vendu pour vous simplifier la vie. Tout portable qui tombe dans les griffes de la police entraîne de gros dégâts dans les dossiers judiciaires, pour vous, mais aussi pour les autres : ne négligez pas le nombre d'informations concernant les autres qui sont stockées dans votre téléphone.

Sécuriser son portable, c'est empêcher la police d'avoir accès à vos données.

Garder le silence en garde à vue est un droit encore faut-il que votre téléphone ne parle pas pour vous.

La règle : PAS de portables en manif. ò

; A lire : Le livre d'Haurus en ligne ici <https://telegra.ph/INVESTIGATION-ET-TELEPHONIE-MOBILE-08-10>

- <https://www.streetpress.com/sujet/1579520319-police-gendarmerie-un-logiciel-pour-fouiller-portables> - Photos, vidéos, messageries (même chiffrées), géoloc... Que vous le vouliez ou non, bientôt les policiers et gendarmes pourront fouiller votre téléphone pendant les gardes à vue. Enquête sur un système de surveillance à la frontière de la légalité.

Post de Nantes Révoltée



Chronique du système policier français : smartphone à disposition des flics, des tirs et des morts, loi séparatismes, braqué pour un feu d'artifice... La surveillance, le fichage et le contrôle policier partout, c'est la liberté : Signé Big Brother

DIVERS

- [« Les manifs, c'est fini, faites autre chose. Mettez-vous dans des associations ». Récit des procès des manifestants contre le pass sanitaire du 2 août](#)
- [« Depuis la guerre d'Algérie, on n'a jamais assisté à un tel climat répressif »](#) - Dans son dernier ouvrage On est là ! La manif en crise, l'historienne Danielle Tartakowsky, spécialiste de l'histoire des mouvements sociaux, décortique les mutations de la manifestation sur les cinquante dernières années. Entretien. - À la brièveté de manifestations d'ampleur qui faisaient reculer de controversées propositions législatives ont succédé des manifs percutantes, durement réprimées, mais s'inscrivant dans la durée. Depuis le début du mandat d'Emmanuel Macron, les mobilisations et manifestations (loi travail, gilets jaunes, réforme des retraites, marche pour le climat, pour les libertés...) sont quasi permanentes. Quels ont été, et sont encore, les rôles de cette forme d'action la plus courante ? Comment l'objet manifestation a-t-il évolué, alors qu'il est de plus en plus réduit à d'éventuelles scènes de violences ? Dans une société en crise, est-ce réellement la manif qui ploie, ou le système qui la fait naître ? (...)

DARMANIN PROTÈGE LES POLICIERS QUI ONT ASPHYXIE CÉDRIC CHOUVIAT

Le 3 janvier 2020, Cédric Chouviat, père de famille de 42 ans mourait asphyxié sous le poids de plusieurs policiers, des suites d'une fracture du larynx. Depuis, la famille du défunt se bat pour obtenir justice. A commencer par la suspension des policiers impliqués.

Dans un courrier adressé à la famille de Cédric Chouviat, le ministre de l'intérieur refuse la suspension des agents, et se justifie ainsi : « les premiers éléments de l'enquête n'ont pu permettre d'établir que les fonctionnaires avaient commis, lors de l'interpellation de Monsieur Chouviat, un manquement à leurs obligations tel qu'il soit susceptible de justifier d'une mise à l'écart de leur service ».

Pour le ministre de l'intérieur, le décès d'un homme à la suite d'un contrôle routier ne justifie pas la suspension de ses auteurs. Un mépris qui rappelle les propos de Gérald Darmanin, le 28 juillet 2020, devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui avait déclaré : « Quand j'entends le mot de violences policières, personnellement je m'étouffe. »

Pourtant, les premiers éléments de l'enquête sont accablants pour les fonctionnaires. Trois des quatre policiers sont d'ors et déjà mis en examen et placés sous contrôle judiciaire pour « homicide involontaire ». Plaqué au sol, et alors qu'il s'asphyxiait sous le poids des policiers, Cédric Chouviat avait alerté à plus de sept reprises en leur criant aux policiers : « J'étouffe ! »

Après avoir interpellé Cédric Chouviat en lui faisant une première clé d'étranglement, les policiers l'ont plaqué au sol, sur le ventre, encore casqué, et l'ont menotté. Puis trois des quatre policiers ont poursuivi leur pression sur son dos, l'un d'entre eux « semblait lui pratiquer un étranglement arrière à l'occasion duquel il avait, au moins une fois, exercé une traction sur sa gorge [...] conduisant à une compromission momentanée de l'axe tête-cou-tronc ».

Selon l'enquête, Cédric Chouviat, « allongé sur le ventre, évoque très rapidement sa détresse respiratoire » et répète à plusieurs reprises « J'étouffe ». Il décèdera peu après.

Un an et demi ont passé, ces policiers sont toujours sur le terrain, et ne sont pas suspendus. Jusqu'à l'insoutenable, le pouvoir défend sa garde prétorienne. Cette protection de Darmanin à l'égard d'agents auteurs de violences filmées n'est pas sans rappeler la cérémonie de médailles récompensant les policiers les plus zélés dans la répression, en 2019.

(post de Nantes Révoltée)

Souhil tué par la police, une version du côté des habitant-es ...

Vu sur Mars infos autonomes :

Publié le 6 août 2021

Retour sur les faits survenus le 4 août dans le quartier de la Belle de Mai, aux alentours de 19h, avec des habitants. Une toute autre version que celle du syndicat de police Alliance, déjà reprise par les médias, pour enterrer l'affaire et salir un jeune tué lors d'un simple contrôle routier.

Le 4 août 2021, au croisement de la rue Fortuné Jourdan et de la rue Despièdes, dans le quartier de la Belle de Mai, à marseille, un contrôle policier de deux jeunes dans une voiture s'est conclu par la mort de Souhil, 21 ans, père d'un minot d'un an et demi. Encore une vie volée pour un simple contrôle.

Par la voix de son syndicat Alliance, la police, comme de coutume, déclare avoir agi dans le cadre de « la légitime défense » devant un conducteur en fuite « connu des services de police ». Histoire d'enterrer l'affaire et de salir le jeune. La presse (France Bleu, Ouest-France, la Provence) relaie les informations du syndicat policier.

Sur place, ce 5 août, le lendemain du drame, c'est un tout autre son de cloche au contact des habitants du quartier. Les voisins ont en effet assisté à la scène depuis le début. Et comme l'un des trois amis présents, c'est une toute autre version qu'ils déroulent, encore sous le choc : « On s'est mis au balcon parce que les policiers étaient

extrêmement agressifs » détaille, profondément choquée, une des voisines présente juste en face. « On ne comprend pas ce qui s'est passé. C'était un contrôle de routine, les jeunes étaient tous calmes, il n'y a eu aucun cri », ajoute le grand-père présent lui aussi au balcon.

Le troisième ami, qui vit sur le perron d'à côté, explique « Souhil et son ami sont venus me voir. Ils habitent la Joliette, ils ne voulaient pas rester là mais mon père les a rassurés en leur disant de se garer. Alors ils se sont posés et on discutait ». Il est repassé sur les lieux et parle avec beaucoup de peine, bouleversé. Les deux jeunes et leur ami sont posés à l'angle de la rue Fortuné Jourdan et Despieds, face à la Caisse d'épargne. Ils sont garés quand une voiture de police s'arrête à leur niveau.

Les trois policiers sont sortis et se sont postés, chacun à un coin de la voiture : le premier, au niveau du conducteur ; le deuxième, qui aura un rôle passif de l'avis de tous les témoins, côté passager ; enfin le troisième et dernier policier, le tireur, se place à l'arrière de la voiture pour l'empêcher de reculer. « La voiture de police, elle, est resté au milieu de la rue », précise la voisine.

« Ils ont contrôlé les jeunes, ils étaient d'emblée très agressifs. Ils avaient la haine », ajoute le grand-père. Une phrase qui revient dans la bouche de tous les habitants présents. « Celui qui parlait à Souhil répétait : je te reconnais, c'était toi hier ! Tu vas pas t'en tirer comme ça ! », relate la mère de deux filles de 6 et 8 ans qui ont suivi elles aussi toute la scène du haut de leur appartement.

« Ils disaient qu'il s'était déjà dérobé à un contrôle la veille », ajoute le grand père. « Ils avaient la haine », dit aussi le troisième ami, qui s'écarte alors du contrôle pour aller retirer de l'argent en face puis attendre ses amis sur le perron, signe qu'il n'y a pas urgence. « Souhil était stressé parce que la voiture était à sa mère. Il n'avait pas d'assurance et il avait peur qu'ils immobilisent le véhicule et qu'il soit retiré à sa mère », complète, après un effort, le troisième jeune.

« Le policier placé à l'arrière, au niveau de la plaque d'immatriculation, s'est alors reculé. Il a commencé à téléphoner pour vérifier l'immatriculation du véhicule », affirme clairement la mère des deux jeunes filles, qui a une vue imprenable sur la scène. « A ce moment précis, voyant que le troisième policier n'était plus dans le champ de la voiture, le jeune a reculé », ajoute la maman. « C'est dans la manoeuvre pour reculer sur l'autre rue, qu'il a touché à la jambe le policier resté à l'avant du véhicule. Il a été légèrement touché et il est tombé à terre. Il s'est mis à crier très fort mais ça se voyait qu'il n'avait presque rien. Il s'est vite relevé », enfonce le grand-père. « Le policier à l'arrière s'était reculé pour téléphoner mais quand il a entendu crier son collègue, il s'est rapproché, la voiture est passée juste à côté, il a tiré sur le jeune et l'a touché », précise la maman. « Le véhicule reculait vite en tournant pour éviter les policiers, mais une fois le conducteur touché, la voiture est allée s'enfoncer sur une autre voiture, sur la rue derrière, et est même montée sur le trottoir, elle a failli blesser gravement leur troisième ami, resté sur le perron », affirme le grand-père.

Aucun des policiers n'était dans le champ lorsque le policier de l'arrière a tiré. Le policier tombé était loin du véhicule. « La version de la légitime défense, c'est n'importe quoi. Le policier qui a tiré était complètement hors de portée du véhicule », affirme la mère, « au moins deux mètres » complète le grand-père. Quant au policier, qui est tombé, « il était très loin à ce moment, puisqu'il était devant et que la voiture partait sur l'autre rue », précise la maman. « C'est vrai, le jeune, il a essayé d'échapper au contrôle mais c'est tout. On ne tue pas un jeune pour ça », dit-elle, effondrée.

Elle ajoute : « La voiture était à l'arrêt. Le jeune touché ne bougeait plus. Nous, on criait pour qu'ils appellent les pompiers, une ambulance. Mais ils ne faisaient rien, ils n'appelaient pas les secours. Laisser mourir un jeune comme ça, c'est horrible ». Une deuxième voisine, du balcon d'en face, elle aussi, a vu toute la scène. En colère, elle en rajoute une couche : « Ils avaient tellement la haine ces policiers que la seule chose qu'ils ont faite, c'est sortir l'autre jeune, le passager, le menotter et une fois à terre, lui mettre des coups de latte. Lui, il criait : "mais arrêtez de me frapper ! Vous voyez bien que je ne résiste pas". Au bout de la troisième ou quatrième fois, ils ont fini par arrêter ». « Le policier touché par la voiture s'est relevé et il a même participé à l'arrestation, c'est bien le signe qu'il n'avait rien,

même pas une fracture. Il s'est remis à avoir mal et à ne plus bouger quand l'ambulance est arrivée », ajoute le grand père.

La deuxième voisine poursuit et conclue : « Ce genre de policier n'a rien à faire dans la rue, avec une telle haine. Pendant tout ce temps, les voisins, les habitants leur criaient d'appeler les secours. Mais la seule chose que le policier tireur nous a répondu c'est "je protège mon collègue" ». « Et il a pris le temps de déplacer son véhicule, en laissant toujours sans assistance le blessé », renchérit la mère, du balcon d'en face. « Par contre, ils ont bien pris le temps d'appeler des renforts. Nous-mêmes, on n'a pas appelé, on était scotché à la scène, c'était tellement surréaliste, on était persuadé qu'ils allaient les appeler », se culpabilise la première.

La maman est encore horrifiée en cette fin d'après-midi, 24h exactement après les faits : « Vous imaginez, ça a duré au moins sept à huit minutes avant qu'ils acceptent enfin d'appeler les secours. Pendant ce temps, le jeune se vidait de son sang ! ». « Et ils empêchaient toute personne d'approcher, ajoute la deuxième voisine, mais comme il commençait à y avoir plus de monde, ils n'ont pas pu empêcher une femme de venir comprimer le torse du jeune, avec un T-shirt qu'un homme venait de retirer et de lui donner ». Les voisins et les gens attroupés sont finalement évacués à l'arrivée des renforts. Ils n'accéderont plus à la scène et à la rue.

« Les secours sont arrivés au bout de 15 minutes. Le jeune était mort, il avait déjà les yeux ouverts », explique la mère. « Mes petites filles n'ont pas pu dormir hier, elles ont fait des cauchemars, un jeune aux yeux ouverts venait les réveiller dans leur chambre. On est resté à veiller jusqu'à deux heures du matin », poursuit-elle. « Tirer, toucher quelqu'un mais ne pas appeler les secours, empêcher les voisins de porter secours, laisser le jeune tout ce temps sur son siège, ils ne l'ont même pas sorti de la voiture, aucun geste de premier secours, qu'est-ce que ça veut dire ? » appuie la mère de famille... « Ce n'est pas humain de faire ça, c'étaient des jeunes dans une voiture qui discutaient », dit le grand-père meurtri.

Comme à son habitude, le syndicat Alliance essaie de couvrir le meurtre commis par un policier en arguant de la légitime défense. Tous les récits des voisins et témoins directs de la scène sont précis, détaillés, depuis des points de vue différents et imprenables sur la scène. Ils concordent tous vers le fait qu'aucun des policiers n'a été ou n'était en danger au moment du tir, qu'aucun d'eux n'a ensuite porté secours à la victime pourtant en danger de mort imminente. Pire, ils ont même empêché par leur autorité les habitants de le faire.

Ne laissons pas la police voler la vie d'un jeune en toute impunité.

Diffusons la parole des témoins directs et des habitants, pas celle d'Alliance. Réagissons.

-EXTRÊME DROITE ET PASS SANITAIRE : QUI SE CACHE DERRIÈRE LES « DRAPEAUX BLANCS » ?

► Enquête -

Depuis les annonces liberticides de Macron le 12 juillet, un très vaste mouvement, protéiforme, contre le pass sanitaire est en cours dans tout le pays. Par endroit, l'extrême droite s'affiche ouvertement, et tente même parfois de récupérer les marches pour les libertés. D'autres fois, et c'est le cas à Nantes, l'extrême droite avance masquée, bien cachée derrière une apparence de « bienveillance » et un discours mystique sur la « non-violence », tout en diffusant, en sous-main, une propagande ouvertement fasciste.

Depuis des semaines, des « citoyens » protestent contre le pass sanitaire devant la préfecture de Nantes. Avec barnums et accoutrements blancs, ils affirment être parfaitement apolitiques, et, surtout, pas d'extrême droite. Si chaque personne qui les rejoint n'est pas un fasciste convaincu, il est certain que ceux qui organisent ces rassemblements sont parfaitement situés politiquement.

; DOUBLE DISCOURS

Dès le 19 juillet, un compte Twitter du nom de « BlackSun Seita » appelle à venir tous les jours devant la préfecture avec des drapeaux blancs. Le même jour, ce compte relaie le calendrier des actions de Toutvabien44, la vitrine des « drapeaux blancs », et annonce joyeusement la présence de Richard Boutry à Nantes, partenaire entre autres de l'association d'extrême droite Égalité et Réconciliation, dont le leader, Alain Soral, se revendique « national-socialiste ». En remontant le fil du compte « BlackSun Seita », on tombe sur le parti Les Patriotes de Florian Philippot. Ce n'est pas un hasard si le référent des Patriotes en Loire-Atlantique annonce le 13 juillet, un rassemblement des Patriotes devant la Préfecture de Nantes.

Qui est derrière le groupe « Toutvabien44 », qui se revendique « apolitique » et « non-violent » ? Il s'agit d'un homme, P., qui décide, sous pseudonyme, de toutes les actions. Sur Twitter, P. est abonné aux Patriotes, au site douteux Réinfocovid, à divers groupes d'extrême droite ... Derrière un discours extrêmement policé, nous avons découvert que P. travaille étroitement avec la police nantaise. Dans la sphère privée, il explique avoir un contact chez les RG, qui se fait leur relais auprès de la Préfecture. Les « masques blancs » n'ont ainsi pas besoin de déclarer leurs manifs, et la police leur propose même du soutien. La police gaze nos cortèges mais protège celui des « drapeaux blancs ». Pour rappel, les RG - RT aujourd'hui, pour Renseignements Territoriaux - constituent la police politique qui fiche les manifestant.es, récoltent des données personnelles sur les individu.es, et orientent ainsi les décisions politiques ou judiciaires prises à leur encontre. En d'autres termes, Pierre, alias Peesse, collabore sans scrupules avec le régime policier.

; LA GALAXIE TOUTVABIEN44

Le site Toutvabien44 conseille fortement des lectures assez particulières, des « vrais sites d'informations »... Parmi les plus révélateurs, on a Réinfocovid, Sudradio, FranceSoir, Launetv - le média de Richard Boutr -, Bonsens - créée par le patron de FranceSoir. Des médias proches de l'extrême droite. Sous prétexte de « réinformer » face aux médias qui désinforment, ces sites propagent les thèses fascistes et conspirationnistes. Les Masques blancs et leurs proches attirent les gens en parlant de bienveillance, de bonté, de soin aux autres, et développent un discours volontiers mystique. En réalité, leurs chefs/gourous/influenceurs de ces micro structures sont liés aux Patriotes et/ou à l'extrême droite conspirationniste. Et beaucoup de personnes qui rejoignent ces collectifs sans à priori se retrouvent piégées, baignées dans un discours fasciste...mais toujours avec bienveillance et bonté.

; LES FASCISTES EN EMBUSCADE

Nous avons intégré le fil de discussion du groupe sur Telegram. Il est passionnant. Au milieu de messages anodins ou bien évoquent des questions telles que la sécurité numérique, d'autres sont ouvertement fascistes : le groupuscule pétainiste Civitas, le site d'extrême droite Breizhinfo, les nationaux-socialistes d'Égalité et Réconciliation. On trouve aussi des appels à « multiplier » les pancartes violemment antisémites. Dans les discussions, on se déchaîne contre « l'ultra-gauche », en reprenant quasiment mot pour mot le discours de la police, et dans le même temps, absolument aucun membre n'évoque l'attaque armée organisée par un commando néo-nazi le 31 juillet dernier à Nantes. Comme si cela n'existait pas. En creux, frapper des militants de gauche est légitime pour les apôtres « non-violents » et « bienveillants » de Toutvabien44, qui n'ont jamais publié la moindre dénonciation des violences fascistes.

; LES NEO-NAZIS AU PREMIER RANGS DES « DRAPEAUX BLANCS »

La manifestation du 31 juillet a été marquée par une forte présence de l'extrême droite. Un groupe armé qui assurait le service d'ordre de Civitas a attaqué des manifestant.es qu'ils ont identifié comme antifascistes. Leur objectif, manifestement validé par les autorités, était d'exclure les forces de gauche de ce mouvement. Mais fascistes en herbe se sont faits chasser. Ce jour là, le commando, une fois mis en fuite, s'est replié vers le cortège des drapeaux blancs.

Ce n'est pas un hasard, puisqu'en épluchant photos et vidéos, on s'aperçoit que les néo-nazis qui ont attaqué

portaient quelques heures plus tôt ... la banderole de tête du cortège des drapeaux blancs ! Plusieurs individus figurant sur la photos où l'on voit 6 néo-nazis frapper une personne au sol ont été formellement identifiés tenant la banderole un peu plus tôt. D'autres militants et militantes d'extrême droite connus ont été repérés plus tôt à leurs côtés, notamment des individus précédemment auteurs de violences.

Apolitisme ? Bienveillance ? Les Masques Blancs auront ouvert un boulevard à des nostalgique d'Hitler et de Pétain, et couvert leurs violences, tout en étant en contact étroit avec la police. Et ce sont ces mêmes masques blancs qui accusent la gauche de « diviser la lutte » et d'être « radicaux » ! Le double discours et le mensonge sont poussés à leur paroxysme. C'est bien l'extrême droite qui divise. Son projet politique a toujours été d'exclure les étrangers, les homosexuels, les lesbiennes, les personnes bisexuelles, les personnes transgenres, les handicapé.es, les juifs et juives, les musulman.es... Elle serait ravie de pouvoir mettre en place un QR code pour ficher les catégories de population qu'elle juge « indésirables ». Les outils mis en place par Macron depuis le début de son mandat ouvrent la voie à un pouvoir plus autoritaire encore.

Ne vous laissez pas abuser par le double discours de cette nouvelle extrême droite qui avance masquées, et joue délibérément de la confusion pour endoctriner des personnes sincèrement opposées au Pass.

(post de Nantes Révoltée)

“NLA POLICE ASSASSINE”

Attention images difficiles ! Cette nuit à Stains, la police a tiré sur un jeune homme accompagné d'une femme à plusieurs reprises. Le conducteur est mort, la jeune fille gravement blessée !

Les circonstances sont encore très flous mais la responsabilité de la police semble évidente et grave : ils n'étaient pas en danger et leur tir non justifié. Ils tirent également sur la passagère. Ils tirent encore une fois que la voiture est arrêtée.

Si vous avez des éléments supplémentaires sur ce drame, merci de nous les communiquer.

Source : L'Écho des Banlieues

[\(VIDEO sur Cerveaux non disponibles\)](#)

4POLICE : VIOLENCE EXPONENTIELLE

Baltimore ? Chicago ? Minneapolis ? Non : Stains en banlieue parisienne. Des policiers français, sans brassard ni uniforme, qui mitraillent un conducteur et sa passagère la nuit dernière. Un mort. Une blessée grave.

‡ Depuis une vingtaine d'années, le gouvernement distribue des LBD aux policiers, officiellement parceque ces armes permettent de "ne pas tirer à balles réelles" et ainsi "d'éviter de tuer".

‡ En réalité, la police tire désormais des dizaines de milliers de munitions de LBD chaque année. Et le nombre de tirs par armé à feu ne diminue pas : il augmente.

‡ L'arrivée des armes « non létales » n'aura réussi qu'à banaliser le fait de tirer en direction d'individus, de généraliser l'acte de presser sur la détente.

Depuis 2016, les tirs à balles réelles par la police ont augmenté de 54 %.

4 FOUS DE LA GÂCHETTE

- Explosion des tirs policiers à balles réelles ces dernières années

Après celle qui a eu lieu à Stains, une deuxième fusillade de policiers contre un véhicule a eu lieu ce mardi à Rosny. La deuxième en 48h en banlieue parisienne. C'est le symbole d'une militarisation de la police et d'une importation des standards américains : un refus d'obtempérer vaut la peine de mort. Dans le même temps, on apprend que le mitraillage du conducteur et de sa passagère par des policiers sans brassards ni uniforme à Stains n'est pas considéré comme une tentative d'homicide par la justice. 8 balles tirées en quelques secondes ne visaient pas à tuer.

un refus d'obtempérer vaut la peine de mort

Revenons en arrière. A Paris, dans la nuit du 14 août 2018, une voiture démarre pour esquiver un contrôle. Suite à cette incivilité courante, plutôt que de relever la plaque d'immatriculation, un policier saute sur le scooter d'un passant pour engager une folle course poursuite dans les rues. Alors que la voiture se retrouve bloquée, le policier dégaine son arme. Braque le conducteur. Fait feu. Touche sa cible grièvement. Il sort l'homme agonisant du véhicule et l'écrase par terre. Romain, 26 ans, meurt dans les minutes qui suivent.

Le 3 juillet, quelques semaines plus tôt, un drame comparable a lieu à Nantes. Le jeune Aboubacar est abattu au volant de sa voiture, dans une rue de son quartier, d'une balle dans le cou, par un CRS qui expliquera plus tard avoir tiré « par accident ». Le 26 janvier déjà, un policier avait vidé son chargeur sur une voiture au milieu de l'autoroute A86, à Villeneuve-La-Garenne. Son conducteur de 19 ans avait reçu deux balles dans le corps. Une vidéo de la scène, prise par un automobiliste et diffusée quelques jours plus tard, prouvait l'absence totale de légitime défense. Le 20 mai 2017, Jérôme, paysan bio de 37 ans, est abattu en Saône-et-Loire, au volant de sa voiture alors qu'il voulait échapper à un contrôle administratif de sa ferme. Quelques années plus tôt, à Carcassonne, un policier avait tiré des coups de feu sur une voiture conduite par une femme de 31 ans, qu'il avait « confondue avec un malfaiteur ».

Dans la nuit du 2 au 3 février 2019, un policier de la BAC de Nantes dérangé par « des éclats de voix » dans la rue alors qu'il était chez lui sort avec son arme. Une bagarre éclate. L'agent tire sur un homme, le blessant gravement. « Il y avait consommation d'alcool de part et d'autres » explique le procureur. L'affaire sera classée sans suite. Au mois d'avril 2020, à Noisy-le-Grand, en banlieue parisienne, un policier fait feu avec son arme de service sur son voisin qui « faisait du bruit ». L'homme, gravement touché dans son propre domicile, frôle la mort. Au moment des faits, l'agent s'est « mis en scène sur Snapchat », en arborant son arme dans son pantalon puis avec une photo du sol maculé de de sang, avec ce sous-titre : « J'ai tiré ».

Ces événements sont de plus en plus fréquents. Il n'est plus exceptionnel de voir les forces de l'ordre sortir leur arme à feu, voire même de tirer sur des véhicules ou des individus. En 1995, lorsqu'il est distribué pour la première fois par le gouvernement français, le Flash-Ball Super Pro est pourtant présenté comme une « arme anti-bavure », qui permettrait au policier de tirer sans tuer. En réalité, l'arrivée du Flash-Ball n'a pas rendu la gâchette des policiers moins facile. Les gardiens de la paix tirent même d'avantage à balles réelles.

Durant la campagne présidentielle de 2012, les policiers manifestent, en arme, dans des véhicules de police, sur les Champs-Élysées, pour réclamer une « présomption de légitime défense » - autrement dit, un permis de tuer -, revendication vite reprise par les candidats du FN et de l'UMP. La mesure sera mise en oeuvre par le Parti Socialiste qui « assouplit » en 2017 le cadre de la légitime défense et étend l'usage des armes à feu. Les policiers obtiennent le droit de tirer non seulement pour se défendre, mais aussi pour « défendre un lieu sous leur responsabilité » - on devine les interprétations qui peuvent être faites dans le cas de luttes contre des grands projets -, « lorsqu'ils doivent empêcher un détenu de s'échapper » mais aussi « pour empêcher une voiture de se

soustraire à un contrôle ». Dès lors, il n'est plus exclu de brandir un pistolet comme une menace. En 2020, dans le cadre de la « Loi de sécurité globale », le Parlement vote l'autorisation, pour les policiers, de se promener armés dans les établissements publics. Une mesure qui s'inscrit dans la continuité de l'Etat d'exception : dès 2015, le gouvernement avait autorisé les policiers à garder leurs armes en dehors du travail.

L'arrivée des armes « non létales » n'aura réussi qu'à banaliser le fait de tirer en direction d'individus : de généraliser l'acte de presser sur la détente. Depuis 2016, les tirs à balles réelles par la police ont augmenté de 54 %. En 2019, le Ministère de l'Intérieur commande simultanément plusieurs dizaines de milliers de grenades pour le maintien de l'ordre, et 25 millions de cartouches destinées aux fu-sils d'assaut dont sont dotés tous les policiers depuis les attentats. Les autorités elles-mêmes s'alarment dans une note confidentielle du nombre de tirs « ac-cidentels » ou commis « par imprudence » avec ces armes de guerre.

Ce texte est extrait de l'ouvrage « Nous sommes en guerre » sur la militarisation de la police, qui paraîtra début septembre aux Editions Grévis.

Vidéo de la fusillade : <https://twitter.com/BlackLukaFa/status/1427652638938701826>

« LA REPRESSIION, GRANDE CAUSE DU QUINQUENNAT »

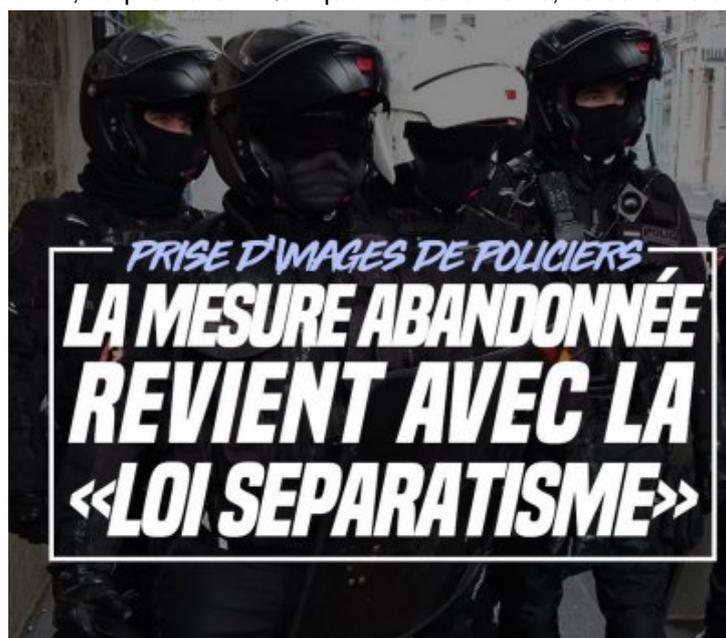
En 2017, Macron claironnait que son mandat serait celui de la « cause des femmes », avec notamment des sanctions pour les agressions sexistes et l'accompagnement des victimes.

Plus tard, il nommait un individu d'extrême droite accusé de viol comme Ministre de l'Intérieur, premier flic de France.

Il y a quelques jours, Macron offrait une promotion express à un gendarme condamné pour des violences répétées sur son ancienne compagne.

Entretemps, l'autorisation pour les policiers de garder leur arme en permanence, sur fond de délire anti-terroriste, a provoqué une forte augmentation des féminicides au sein des couples d'agents.

Tout est mensonge, cynisme et mépris dans la bouche de Macron. Tout, sauf son obsession pour la répression. C'est simple : méthodiquement, pendant 4 ans, plus un agent des forces de l'ordre s'est montré brutal, plus il a obtenu de médailles, de cadeaux, de promotion. Quinquennat de la honte, du sexisme et du sang.



Chronique du système policier français : smartphone à disposition des flics, des tirs et des morts, loi séparatismes, braqué pour un feu d'artifice... Au fil des lois, les mesures liberticides et sécuritaires passent et

repassent

PHOTOS DE POLICIERS : LA MESURE DE LA « LOI DE SÉCURITÉ GLOBALE » ABANDONNÉE REVIENT AVEC LA « LOI SÉPARATISME »

► Chassez le naturel autoritaire de l'État, il revient au galop

En plein débat sur la loi relative au pass sanitaire, les élus de l'assemblée adoptaient définitivement presque en catimini la loi dite « séparatisme » le 23 juillet dernier. Dans ce texte, une batterie de mesures liberticides visant notamment les musulmans de France, et tendant à renforcer le racisme dont ils sont victimes sur les plateaux téléés et dans la sphère publique. Mais ce n'est pas tout.

Dans cette loi, le Conseil Constitutionnel vient de valider l'article 36. Pour faire simple, cet article est un copié-collé du célèbre article 24 de la loi sécurité globale qui avait été censuré par ce même conseil constitutionnel il y a quelques semaines, sur fond de mobilisations massives. Ce fameux article qui veut limiter la diffusion d'images des forces de l'ordre est une véritable entrave à la liberté de la presse en même temps qu'une attaque ciblée à l'encontre des collectifs et médias travaillant sur les questions des violences policières.

Il créait un nouveau délit de « mise en danger de la vie d'autrui par diffusion d'informations relatives à la vie privée, familiale ou professionnelle ». Il sera passible d'une peine de trois ans de prison et 45 000 euros d'amende, pouvant être portée à cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende dans le cas où la victime serait un agent public, un élu, un journaliste ou un mineur. Pour résumer l'un des articles de loi de la sécurité globale qui avait cristallisé la colère de la population et avait déclenché un mouvement d'opposition historique au coeur de l'automne 2020 vient de passer en force et à l'identique dans la loi « séparatisme ».

En d'être plus d'être raciste, cette loi renforce les pleins pouvoirs dont disposent la police en tentant insidieusement d'interdire la diffusion d'images de fonctionnaires de police et de gendarmerie. Une autre mesure facilite la dissolution des associations qui gênent les autorités. En cherchant à cacher les exactions policières et à couvrir les méfaits de ces agents les plus violents, le gouvernement poursuit son offensive ultra sécuritaire. Inquiétants dans un pays traversé par une agitation policière permanente et une radicalisation exponentielle de l'extrême droite. La fabrique à grande vitesse d'un État policier qui se déroule sous nos yeux.

(posts de Nantes Révoltée)

Ñ Un pompier agressé chez lui par des policiers !

Témoignage :

Bonjour

Aujourd'hui je rentre a l'hôpital pour une opération facial, depuis plusieurs jours ma famille et moi restions sous le choc d'un moment les plus horrible dans notre vie.

Je vous écris,,car ceci est le seul combat de désespoir d'un homme père de famille .

Dans la nuit de mercredi à jeudi alors que j'étais à mon domicile au côté de mes enfants,, nous avons été insultés,

roués de coups à mon domicile puis traîné et séquestré dans le logis que je loue.

Trois policiers de la police Nationale qui était en soirée, l'un d'entre eux mon locataire.

une violence gratuite sur ma propriété,, justifiée par un choix de musique inappropriée pour eux ..

(Kery james lettre à la république et le suprême NTM)je prescise que Jean pax Meffret faisait égalent partis de la playlist !

Nous ne parlons pas d'un volumes trop fort,,,

Mais d'un choix de musiques en lecture sur YouTube ne leurs plaisant pas ! Vu comme une provocation alors que ceci était une playlist YouTube destinées à passé un moment d'échange avec mes filles.

Je n'aime pas m'exposer,, je me sent même honteux de vous écrire ,, mais je me doit vous faire part de cette histoire improbable ,, une violence gratuite de 3 policiers de la Police Nationale .

Après avoir reconnu les fait à 90% ils ont été relâchés afin de partir en vacance , toujours en fonction et gardant leurs armes de services à domicile, pendant que ma famille et moi même vivent dans la peur de les revoir revenir , le déshonneur nous habite , nos vacances ont été en bonne partis annulé pour les démarches médicales et autre démarches juridique et administrative ,, la date au tribunal correctionnel est pour l'année prochaine.

Si j avais eu des choses à me reprocher je ne ferais pas se genre de commentaire... mais là à cette instant dans ma chambre d hôpital

je ne peux que réaliser que cette violence à juste été gratuite et préméditée.

ma femme a été attrapée au sol ,, mes enfants ont été insultés chez nous et pétrifiés de voir leur père inconscient au sol se faire passé a tabac dans leur propre propriété.

Je suis sapeur-pompier professionnel, mon métier fait, que je travail avec les forces de l'ordre, j étais rassuré d'avoir un membre des forces de l'ordres dans ma location ... mais voici le résultat.

Je ne souhaite pas faire une généralité,, j'espère encore que certains d entre eux sont bon, mais je ne peux que pensée à tous ceux victime de violence policière à cette instant...

Existe-t-il encore une justice dans notre pays reflet des libertés de l'égalité et de la fraternité ??

Existe-t-il encore un sens dans ces valeurs qui sont les nôtres ?

J'ai servis la France comme soldats au 1 RCP afin de défendre partout dans le monde nos valeurs ,, mais aujourd'hui ,, c est chez nous que règne la peur car nos valeurs n'existe plus.

J'espère très sincèrement que le peuple que la république et que la Justice de notre pays s'alarme et réagissent.

Merci pour vos partages et vos soutiens

(post de Cerveaux non disponibles)

{ VOYAGE A NANTES : UNE BIÈRE EN HOMMAGE A LA POLICE

- Tourisme métropolitain et énième promotion médiatique pour les forces de l'ordre

L'article promotionnel est paru dans la presse locale cette semaine : la vente d'une bière de soutien à la police dans le cadre du festival touristique annuel de la métropole, Le Voyage à Nantes. Le produit est baptisé « bière du 36 » en référence au Quai des Orfèvre, et sponsorisé par un ancien policier, Olivier Marchal, auteur de nombreuses séries pro-flics. L'article répète à trois reprises qu'il s'agit de « clin d'oeil » et « d'oeillade ». Un choix sémantique délibéré ou une coïncidence de très mauvais goût, dans une ville où plusieurs personnes ont été éborgnées par des tirs policiers, et concernant une profession désormais connue pour les mutilations qu'elle provoque ?

Cette nouvelle opération de com' en faveur des forces de l'ordre s'inscrit dans un contexte d'omniprésence de la police dans les médias : des émissions racoleuses aux séries télévisées, les agents sont plus visibles que toutes les autres professions sur les petits écrans comme au cinéma. Un fait divers ? La police. Une série ? Encore la police. Un reportage ? Toujours la police. Quelle autre métier bénéficie d'une telle pub au quotidien ? On ne compte plus les grosses productions scénarisées uniquement sous le prisme des forces de sécurité, qu'il s'agisse de séries écrites directement par un l'ancien commissaire Olivier Marchal, ou les longs métrages tels que BAC Nord, fiction de pro-pagande qui parvient à la fois à animaliser les habitants de quartiers marseillais et à héroïser une unité de véritables policiers de la cité phocéenne impliquée dans de nombreuses affaires de trafics de stupéfiants et de rackets. Des chaînes d'information en continu sont allées jusqu'à envoyer des reporters « embarqués avec la po-lice » directement sur les motos des unités de BRAV pendant une manifestation de Gilets Jaunes. Hégémonique sur le plan militaire, la police domine tout autant le champ du soft power, du contrôle des esprits. Elle recrute même des spécialistes de la communication pour aligner des contre-vérités et semer le mensonge lorsque la violence policière est trop voyante.

Pourquoi n'y a-t-il pas de bière de soutien aux ouvriers du BTP, dont les morts sont beaucoup plus nombreuses que celles de professions de sécurité ? Les orphelins des accidents du travail n'ont-ils pas aussi besoin du soutien du Voyage à Nantes ?

Pourquoi un événement culturel de la mairie est-il utilisé comme support publicitaire pour une telle opération commerciale ? Pourquoi la presse locale se fait l'écho de telles pratiques ?

"TERREUR D'ÉTAT"

Un gamin de 13 ans se fait menacer, arme braquée sur lui, par plusieurs policiers sortant d'une voiture en mode opération anti terroriste.

D'après la personne ayant filmé la scène, son tort était d'avoir lancé des petits feux d'artifices sur la place, en l'air, sans jamais viser personne.

C'est en effet interdit de lancer ces petits feux d'artifice en ville, mais de là à traiter ce gamin comme un dangereux criminel....

► [VIDEO](#)

(post de Cerveaux non disponibles)